

Neuf repas avant l'anarchie

Traduction de l'article "Nine meals from anarchy – how Britain is facing a very real food crisis" (<http://www.dailymail.co.uk/news/article-1024833/Nine-meals-anarchy--Britain-facing-real-food-crisis.html>)

L'expression «Neuf repas avant l'anarchie» ressemble plus au titre d'un mauvais film hollywoodien qu'à une menace réelle.

C'est pourtant l'expression utilisée par Lord Cameron de Dillington, un agriculteur qui a été le dirigeant de la Countryside Agency – agence parapublique mise en place par Tony Blair à une époque où il prétendait se soucier de la campagne - pour décrire à quel point l'offre alimentaire en Grande-Bretagne est actuellement en péril.

Bien avant les autres, Cameron a vu le risque qu'une véritable crise alimentaire frappe ici en Grande-Bretagne, au 21e siècle, et pas seulement dans les pays pauvres du Tiers-Monde.

Voici le scénario. Imaginez un arrêt brutal des livraisons de pétrole, un arrêt soudain de l'essence qui coule régulièrement des pompes dans les moteurs des camions qui livrent les aliments à travers le pays et qui garnissent les rayons des supermarchés dès qu'un produit vient à manquer.

Si les camions ne circulaient plus, on commencerait à s'inquiéter et nous irions dans les magasins, pour remplir nos garde-mangers. À la fin de la première journée, s'il n'y avait toujours pas d'essence, les rayons seraient déjà plutôt dégarnis. Imaginez, alors, la deuxième journée : votre quatrième repas, le cinquième et le sixième. Ce serait la panique. Troisième jour : toujours pas d'essence.

Que se passerait-il alors ? Avec la sensation de faim et aucune idée de combien de temps il faudrait pour que les supermarchés soient réapprovisionnés, combien de temps se passerait-il avant que ceux qui n'avaient pas fait suffisamment de stocks aillent commencer à voler leurs voisins ? Ou aillent piller ce sur quoi ils pourraient mettre la main ?

Il y a environ 11 millions de jardiniers en Grande-Bretagne, mais vos délicieux pois d'été n'iront pas loin lorsque vos enfants seront affamés et que les fèves au lard seront épuisées.

Lord Cameron estime qu'il ne faudrait que neuf repas - trois jours entiers sans livraisons dans les supermarchés - avant que la loi et l'ordre ne commencent à se dégrader, que la rue ne sombre dans le chaos.

Une hypothèse exagérée pour la Grande-Bretagne, l'une des premières nations du monde ? Pas du tout. Parce que c'est exactement ce qui s'est passé aux États-Unis à la suite de l'ouragan Katrina. Les gens ont pillé pour se nourrir et nourrir leurs familles.

Si un drame similaire devait arriver en Grande-Bretagne, nous nous leurrerions si nous croyons que nous ne serions pas témoins de crimes et de désordres similaires.

Aujourd'hui, la Grande-Bretagne est confrontée à une véritable crise. Certes, ce n'est pas la menace d'un phénomène aussi soudain et terrifiant que l'ouragan qui a frappé la Nouvelle-Orléans. Mais dans sa capacité à causer des difficultés et des privations généralisées à l'échelle nationale, un événement de cet ampleur est tout aussi redoutable.

Les prix du pétrole sont en augmentation - 120 \$ le baril cette semaine, en hausse de 23 pour cent depuis le début de l'année [note : l'article date de juin 2008] - et le coût est ressenti par chacun d'entre nous qui a vu augmenter le coût des denrées alimentaires.

Cette semaine, le British Retail Consortium a révélé que les prix alimentaires avaient augmenté de 6%, le chiffre le plus élevé depuis que ces enregistrements ont commencé, de 4,7% en avril et de 4,1% en Mars.

À la base, les raisons de cette inflation des produits alimentaires sont de deux ordres : la demande croissante (en particulier en Inde et en Chine) et l'augmentation des coûts de production. La demande croissante avait été prévue depuis des années, mais l'augmentation des coûts de production est plus inattendue.

La sagesse conventionnelle veut que, à l'ère de la mécanisation, le coût de production des aliments que nous mangeons devrait diminuer à mesure que la technologie trouve de nouvelles façons d'améliorer les rendements et minimiser les coûts du travail. Mais un problème n'avait pas été pris en compte. Les méthodes de production sont désormais telles que 95 pour cent de tous les aliments que nous consommons aujourd'hui dans le monde dépendent du pétrole. L'or noir est nécessaire à tous les stades de la production alimentaire mondiale : dans les engrais, la mécanisation, le transport et les emballages.

Par exemple, élever une seule vache à la ferme et la mettre sur le marché nécessite l'équivalent de six barils de pétrole - assez pour conduire une voiture de New York à Los Angeles.

Incroyable? Une analyse des granulés de fourrage qui servent à nourrir la grande majorité des vaches de boucherie a montré qu'ils étaient constitués d'ingrédients qui venaient de six pays différents. Pensez au carburant nécessaire pour transporter tout ceci dans le monde entier.

Maintenant, prenez en compte le diesel utilisé par les véhicules agricoles, l'empreinte carbone des engrais chimiques utilisés par la plupart des fermes d'élevage non biologiques, l'énergie nécessaire pour transporter une vache à l'abattoir et sa transformation. Les quantités de pétrole s'additionnent vite.

Alors que le prix du pétrole a augmenté, le coût des aliments a suivi - et je crains que cela n'empire. L'ère de la nourriture à bon marché est terminée - et cela aura des répercussions non seulement sur nos notes de supermarché, mais aussi sur l'ensemble de l'économie.

Il y a cinquante ans, l'alimentation représentait environ 30% du budget moyen des ménages. Aujourd'hui, on est plus proche de 9% : en d'autres termes, la nourriture bon marché n'a pas seulement aidé à contenir l'inflation, elle a aussi permis l'essor de la consommation d'après-guerre.

Alors que nos besoins de base - la nourriture dans nos assiettes – étaient satisfaits à des coûts de moins en moins élevés, nous avons eu de plus en plus pour dépenser pour notre confort : télévisions à écran plat, vacances à l'étranger, amélioration de l'habitat, etc.

C'est tout ceci qui est sur le point de changer de façon importante. Une nouvelle ère d'austérité est à venir, et nous ne sommes pas prêts à en affronter l'ampleur et les effets. En tant qu'agriculteur moi-même, qui dirige une petite exploitation dans le Somerset, j'ai été l'un des premiers à sentir le vent du changement, quand le prix des aliments pour animaux a augmenté.

A cette époque l'année dernière, nourrir l'un de mes cochons me coûtait environ £7,50 par mois. Aujourd'hui, ce chiffre est plus proche de £15 par mois, alors que le prix du blé a augmenté à environ £ 180 la tonne¹. Au cours de l'année écoulée, le prix du blé a doublé, ce qui a non seulement conduit à l'augmentation du prix du pain, mais aussi à des manifestations d'éleveurs de porcs obligés d'abandonner leurs exploitations.

Dans un rapport publié jeudi dernier, 18 organismes de bienfaisance ont constaté que de nombreux handicapés et retraités pauvres sont amenés à réduire leurs apports alimentaires pour pouvoir payer leurs soins à domicile ou leur transport vers leur centre de soins de jour.

Sue Bott, directeur du Centre National pour la Vie Autonome, a déclaré : "La réalité choquante, c'est que les gens sont forcés de choisir entre se nourrir correctement et utiliser les services de soins essentiels". Voilà pour notre société civilisée.

Ce n'est pas seulement une question de coût, mais une pénurie réelle. Aux États-Unis, les livraisons de riz sont si faibles que le géant de la distribution Wal-Mart a rationné la quantité que chaque client peut acheter.

Est-ce la perspective qui nous attend ? Une vie de rationnement telle que l'un de mes parents l'a connue dans l'immédiate après-guerre ? Quand nous faisons durer les moindres rations de jus d'orange et que la banane était un plaisir dont nous ne pouvions bénéficier ?

Si oui, comment une nation qui a pris l'habitude d'avoir ce qu'elle veut, quand elle veut, peut-elle faire face ? Nous ne sommes pas plus habitués à la privation réelle que nous ne le sommes aux pandémies qui ont coûté tant de vies aux britanniques il y a un siècle.

Pourtant, ce qui est vraiment choquant, c'est que le gouvernement n'a pris aucune mesure pour se préparer à cette possibilité. En effet, il a totalement échoué à résoudre les problèmes vitaux liés à notre approvisionnement alimentaire et à sa sécurité.

¹ Cette année, le cours du blé a varié entre 130 et 280 euros selon [latribune.fr](http://www.latribune.fr) (<http://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/agroalimentaire-biens-de-consommation-luxe/20110729trib000639563/meteo-et-marches-fous-mettent-les-agriculteurs-sur-la-paille.html>)

Pendant des années, les experts qui ont averti que les effets combinés du changement climatique et de l'épuisement du pétrole vont converger et nous plonger dans une crise alimentaire ont été ignorés.

John Krebs, ancien président de la Food Standard Authority (FSA), m'a dit récemment que non seulement la question n'est pas prise en considération, mais elle a même été moquée quand quelqu'un a osé suggérer qu'un pays en apparence aussi généreux que le nôtre pourrait un jour se trouver face à une pénurie alimentaire. Mais la Grande-Bretagne, en tant que nation insulaire, est particulièrement vulnérable. Nous n'avons pas été auto-suffisants depuis la fin du 18^e siècle, et la situation se dégrade rapidement.

En 1995, 27% des denrées alimentaires au Royaume-Uni ont été importées. En 2006, le chiffre était de 37%. La situation est évidemment plus critique dans les villes : Londres importe plus de 80% de son alimentation et une pénurie la frapperait encore plus durement.

La situation est aggravée, bien entendu, par le fait que, pour l'approvisionnement sur le marché mondial, nous devons faire concurrence à d'autres nations, plus nombreuses que jamais.

Pendant des siècles, le régime chinois typique était composé de riz et de légumes, mais en même temps que les Chinois migrent massivement vers les villes naissantes, leur régime alimentaire change. En 1962, le Chinois moyen a consommé environ 4 kg de viande par an, en 2005, ce chiffre était de 60 kg et en voie d'augmentation.

Ceci a induit une énorme pression non seulement sur les prix, mais sur les ressources naturelles nécessaires pour faire face à cette demande accrue.

Ce n'est pas simplement que nous n'avons pas assez de terres pour cultiver les céréales pour nourrir les animaux qui vont nous nourrir à leur tour. Au cours des deux dernières décennies, la pression sur nos ressources naturelles a augmenté à un tel niveau que de nombreux experts le croient insoutenable.

Par exemple, aux États-Unis, alors que les agriculteurs cherchaient à augmenter la production, l'utilisation des pesticides issus d'hydrocarbures a été multipliée par 33, la structure du sol est fragilisée en raison de la surexploitation et de la monoculture, et pourtant, chaque année, plus de récoltes sont détruites par des ravageurs.

Le monde a aussi une offre limitée en eau douce, mais 70 pour cent de toute cette eau est utilisée pour l'agriculture, et souvent gaspillée inutilement.

Par exemple, il faut quatre litres d'eau pour faire pousser une seule tige de haricot vert du Kenya alors qu'ici, en Grande-Bretagne, nous les importons par tonnes - et ces haricots proviennent officiellement d'un pays souffrant d'un «stress hydrique». Et c'est avant que nous ne prenions en compte le changement climatique, dont beaucoup estiment qu'il rendra de vastes étendues de terres peu productives.

Certes, l'agriculture intensive ne fait qu'ajouter au problème: selon l'ONU, l'élevage représente aujourd'hui un cinquième des émissions mondiales de gaz à effet de serre, en raison du déboisement et du méthane émis par les bovins.

Le résultat net est une crise imminente dont l'envolée des prix pétroliers pourrait simplement être le coup d'envoi.

À cet égard, la domination des supermarchés dans la distribution alimentaire britannique contribue massivement à notre vulnérabilité. La hausse des prix de l'énergie a un impact immédiat sur un grand nombre des pratiques courantes des géants de l'alimentation.

Leur dépendance à l'égard des camions diesel pour leurs "livraisons juste à temps" et leurs "entrepôts sur roues" ; leurs emballages en plastique et le transport d'aliments transformés ou de matières premières à travers le monde signifie que nos supermarchés ont été frappés doublement par le prix élevé du pétrole. Combien de temps encore, la société de fruits de mer Young d'Écosse trouvera-t-elle économique de transporter ses crevettes par avion en Thaïlande pour les faire nettoyer et décortiquer, avant de les renvoyer en Écosse pour l'emballage ?

Durant les manifestations liées au prix des carburants de septembre 2000, nous avons eu un aperçu de la façon dont même la fourniture de denrées alimentaires de base est dépendante du pétrole: Justin King, le directeur général de Sainsbury, a prévenu Tony Blair que "nous serons en rupture de stock dans les jours, pas semaines" si les manifestations se poursuivaient.

Aujourd'hui, nous abordons un problème à plus long terme. Selon Tim Lang, professeur de politique alimentaire à la City University de Londres: «Nous marchons comme des somnambules vers la crise.»

Pourtant, même aujourd'hui, le gouvernement n'a pas pris conscience de l'urgence du problème. En effet, il n'a même pas de moyens cohérents de prise de contrôle de la situation. La nourriture et les questions connexes sont couvertes à l'heure actuelle par pas moins de 19 ministères différents.

Lorsque j'ai interrogé Joan Ruddock pour savoir si le gouvernement allait modifier sa politique pour autoriser les éleveurs de porcs à nourrir leurs animaux avec des pâtées fabriquées à partir de restes alimentaires (une pratique interdite après l'épidémie de fièvre aphteuse), elle a répondu qu'elle ne pouvait pas répondre à la question puisqu'elle tombait sous la juridiction d'un autre ministère.

C'est de la folie. La nourriture, ainsi que le logement et la sécurité, est l'un de nos besoins les plus élémentaires. Le professeur Lang estime que seul un changement radical de notre alimentation – moins de viande et plus de légumes et de céréales - pourrait régler le problème à long terme.

Mais en attendant, l'alarme doit sonner partout dans Westminster sur l'ampleur et l'impact de la crise alimentaire imminente. Que l'alerte "être à neuf repas de l'anarchie» soit plus qu'une menace lointaine ou improbable.